Caisse Nationale de l'Assurance Maladie

des Travailleurs Salariés

Sécurité Sociale

Circulaire CNAMTS

Date :
23/07/98

Origine :
DDR

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Mesdames et Messieurs les Agents Comptables
- des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
- des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
- des Caisses Générales de Sécurité Sociale
- des Fédérations et Unions de Caisses d'Assurance Maladie

(pour attribution)

Réf. :
DDR n° 13/98

Plan de classement :

42

Objet :
ETABLISSEMENTS ET OEUVRES DE CAISSES
OPERATIONS IMMOBILIERES A CARACTERE SANITAIRE ET SOCIAL

Pièces jointes :

0 4

Liens :

Com.circ DDR 6/98 ACCG 13/98

Date d'effet : Immédiate
Dossier suivi par : DBI / Madame CONSTANT
Téléphone : 01.42.79.32.92

Date de Réponse : 1er septembre 1998

@

Direction Déléguée

23/07/98

Mesdames et Messieurs les Directeurs
Mesdames et Messieurs les Agents Comptables

- des Caisses Primaires d'Assurance Maladie
- des Caisses Régionales d'Assurance Maladie
- des Fédérations et Unions de Caisses d'Assurance Maladie

Origine :
DDR

N/Réf. : DDR n° 13/98

Objet : ETABLISSEMENTS ET OEUVRES DE CAISSES
OPERATIONS IMMOBILIERES A CARACTERE
SANITAIRE ET SOCIAL

La circulaire DDR n° 6/98 et ACCG n° 13/98 du 26 mai 1998 a défini les procédures relatives au Fonds National d'Adaptation qui sera mis en place en 1999, et qui s'accompagnera d'une nouvelle gestion des immobilisations concernant les établissements de Caisses.

Chaque organisme gestionnaire (CRAM - CPAM - Fédérations ou Unions de Caisses), dans l'attente de la mise en place des Unions pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie (UGECAM), est fondé à solliciter le Fonds National d'Adaptation dès lors que les investissements projetés s'inscrivent bien dans son champ d'application.

A cette fin, la présente circulaire a pour objet de préciser les éléments nécessaires à la planification 1999 qui sera prise en compte dans le budget du FNASS 1999.

I/ CHAMP D'APPLICATION

Il est rappelé que le Fonds National d'Adaptation est destiné à financer prioritairement :

- les opérations de reconstruction partielle ou totale des établissements, autorisées dans le cadre des projets d'établissements,
- les opérations de transformations profondes des établissements directement liées à la réorientation de leur activité médicale dûment autorisée par les autorités compétentes.

En contrepartie, le produit des amortissements liés à ces opérations sera remis à disposition de la CNAMTS, -y compris pour les Fédérations et Unions de Caisses dont la situation sera alignée dès 1999 sur la situation des autres Caisses-, à due concurrence de l'intervention du Fonds dans les plans de financement, celle-ci pouvant couvrir l'intégralité des dépenses exposées.

Un soutien partiel pourra également être accordé, dans la limite des disponibilités du Fonds :

- à des opérations d'adaptation importantes résultant de nouvelles mesures ou de nouvelles normes dans la discipline sanitaire ou médico-sociale déjà exercée par l'établissement,
- voire à des travaux de sécurité,

sur justifications étayées au regard des projets d'établissement d'une part et des possibilités financières susceptibles d'être dégagées au niveau de la section d'investissement de l'établissement ou de l'entité gestionnaire d'autre part.

Sont donc exclus de ce dispositif :

- les travaux d'agencements et d'aménagements des constructions liés au maintien et à la mise à niveau des établissements,
- les installations techniques,
- les opérations d'équipement matériel et mobilier,
- les opérations d'équipement informatique,

leur couverture financière étant appelée à être intégralement assurée par le produit des amortissements, à l'exception de ceux afférents aux constructions.

A cet égard, il est bien certain que les capacités d'autofinancement provenant des amortissements, voire d'autres sources de financement telles que des réserves, pourront s'avérer très inégales selon les établissements puisque directement corrélées aux politiques d'investissement pratiquées antérieurement.

Aussi, pour pouvoir gommer ces disparités et assurer un rééquilibrage entre les établissements, tout en permettant une mobilisation optimale des fonds disponibles, sera-t-il possible de procéder, le cas échéant, et ponctuellement, à une mutualisation au niveau de l'entité juridique qu'est la caisse gestionnaire -et ultérieurement l'UGECAM-, des moyens de financement dégagés par chaque établissement.

II/ PLANIFICATION ANNUELLE

a) Dépenses

Le plan mobilier et immobilier 1999 distinguera donc, au niveau des établissements de Caisses, 2 agrégats de dépenses :

- les opérations en cours pour lesquelles le principe de l'engagement du FNASS est posé et une autorisation de programme déjà ouverte. Les prévisions d'autorisations de programme complémentaires et de crédits de paiement seront établies selon le tableau joint en annexe 1.
- les opérations nouvelles soumises à autorisations de programme, justiciables d'un financement du Fonds National d'Adaptation compte tenu du cadrage ci-dessus défini et pour lesquelles les prévisions financières seront présentés selon l'état de développement 2 ci-annexé.

Les projets faisant l'objet d'une demande d'intervention du Fonds National d'Adaptation seront classés par ordre de priorité, en tenant compte de l'état d'avancement des procédures d'instruction aux plans réglementaire et technique, sachant que la saisine de la Commission de l'Action Sanitaire et Sociale de la CNAMTS interviendra aux 3 étapes suivantes :

- au stade des pré-études qui comportera :
 - le descriptif des orientations fonctionnelles et techniques,
 - l'estimation du coût total,
 - et le cas échéant, les capacités d'autofinancement de l'établissement ou de la structure gestionnaire,la Commission se prononçant ainsi sur le principe de l'opération, les principales options auxquelles elle répond et le montage financier,
- au stade du marché de maîtrise d'oeuvre, pour ouvrir l'autorisation de programme à valoir sur l'autorisation de programme totale, correspondant aux frais d'honoraires à engager jusqu'à l'approbation de l'Avant Projet Définitif et aux frais de concours, le cas échéant,

- au stade de l'Avant Projet Définitif, après que toutes les autorisations réglementaires aient été réunies, le dossier comprenant à cette phase une estimation définitive des travaux établie par le maître d'oeuvre.

Par ailleurs, il est précisé qu'en application des dispositions comptables, les dépenses afférentes aux primes d'assurance dommages-ouvrage, aux frais de publication et frais de tirage constituent des charges de fonctionnement et partant, ne peuvent être imputées sur la section d'investissement des établissements.

Il conviendra donc, pour les opérations nouvelles à financer sur le Fonds National d'Adaptation, d'exclure les charges de l'espèce du montant des autorisations de programme à ouvrir, leur financement devant s'inscrire dans le budget de l'établissement, sur ses ressources de fonctionnement.

En revanche, les opérations déjà autorisées et pour lesquelles ces frais ont été intégrés dans les plans de financement initiaux au titre de la section des opérations en capital pourront bénéficier de crédits de fonctionnement à due concurrence sur le budget du FNASS, ce régime particulier et transitoire étant justifié par le souci de ne pas remettre en cause les montages financiers établis et acceptés par les DRASS ou les ARH.

Lors de la présentation du plan immobilier, ces dépenses seront donc isolées pour les opérations en cours pour qu'elles puissent être prises en considération sur une ligne spécifique de la section de fonctionnement du budget du FNASS.

b) Recettes

En outre, pour pouvoir :

- évaluer les recettes susceptibles d'alimenter le budget du FNASS,
- apprécier la situation des établissements et les moyens propres dont ils disposent pour assurer leurs investissements courants et, le cas échéant, l'adaptation de leur structure,

il y aura lieu de renseigner les tableaux des annexes 3 et 4 relatifs aux produits d'amortissements par établissement -en distinguant les amortissements à restituer à la Caisse Nationale et ceux conservés par les gestionnaires- et aux programmes d'investissement autofinancés sur l'exercice.

* * * *

Je précise que les dispositions susvisées n'ont vocation à s'appliquer qu'aux établissements de Caisses, les opérations immobilières à caractère sanitaire et social des oeuvres de Caisses, hors centres d'examens de santé dont le financement relève depuis 1998 du budget du FNPEIS, restant soumises aux instructions de la circulaire du 27 avril 1992 DGR/ASS n° 158/92, soit un financement intégral en 1999 sur le budget du FNASS avec en contrepartie la remontée au niveau national de la totalité des produits des amortissements. Les programmes d'investissement afférents à ces structures seront donc établis selon l'état joint en annexe 5.

Afin de respecter les phases de la procédure budgétaire du FNASS, je vous saurais gré de me faire parvenir les états ci-annexés pour le 1er septembre au plus tard.

Mes services sont à votre disposition pour toute information complémentaire que vous souhaiteriez obtenir.

Le Directeur de la Gestion du
Risque

Denis PIVETEAU

Opérations donnant lieu à ouverture d'autorisations de programme en cours

ETABLISSEMENT NATURE DE L'OPERATION	DATE AUTORISATION TUTELLE	CHANTIER		A.P. DEJA OUVERTE		MONTANT A.P. COMPLEMENTAIRE **	C.P. AU TITRE EXERCICES ANTERIEURS	CREDITS DE PAIEMENT 1999
		DATE OUVERTURE	DUREE	DATE OUVERTURE	MONTANT			
(préciser le stade d'instruction de chaque dossier : pré-études, maîtrise d'oeuvre, A.P.D.)								

** en fonction du stade d'instruction pour 1999

ETABLISSEMENTS DE CAISSES
 INVESTISSEMENTS 1999 - DEMANDES D'INTERVENTION DU FONDS NATIONAL D'ADAPTATION

ANNEXE 2

Opérations de reconstruction partielle ou totale, autorisées dans le cadre du projet d'établissement
 Opérations de transformations profondes directement liées à la réorientation de l'activité médicale des établissements
 Opérations d'adaptations importantes dans la discipline déjà pratiquée
 Opérations de sécurité

1) Opérations nouvelles autorisées (article R.262-7 du Code de la Sécurité Sociale)

ETABLISSEMENT	NATURE DE L'OPERATION	DATE AUTORISATION TUTELLE	CHANTIER		ESTIMATION GLOBALE DE L'OPERATION	FINANCEMENT GLOBAL PREVU SUR LE F.N.A.	AUTORISATION DE PROGRAMME A OUVRIR EN 1999 **	CREDITS DE PAIEMENT 1999
			date ouverture	durée				

2) Opérations nouvelles susceptibles d'être autorisées en 1999 au titre de l'article R.262-7, compte tenu de l'état d'avancement de l'instruction des dossiers

ETABLISSEMENT	NATURE DE L'OPERATION	CHANTIER		ESTIMATION GLOBALE DE L'OPERATION	FINANCEMENT GLOBAL PREVU SUR LE F.N.A.	AUTORISATION DE PROGRAMME A OUVRIR EN 1999 **	CREDITS DE PAIEMENT 1999
		date ouverture	durée				

**selon le stade d'instruction du dossier et hors primes d'assurance dommages, frais de publication et frais de tirage

1) Amortissements liés aux constructions (recettes du Fonds National d'Adaptation)

ETABLISSEMENT	AMORTISSEMENTS CORRESPONDANTS AUX INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CORRESPONDANTS AUX INVESTISSEMENTS DES EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL

2) Autres amortissements

ETABLISSEMENT	AMORTISSEMENTS CORRESPONDANTS AUX INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE	AMORTISSEMENTS CORRESPONDANTS AUX INVESTISSEMENTS DES EXERCICES ANTERIEURS	TOTAL

ETABLISSEMENTS DE CAISSES

INVESTISSEMENTS 1999 - AUTRES OPERATIONS PREVUES A FINANCER SUR LE PRODUIT DES AMORTISSEMENTS

ETABLISSEMENT	NATURE DES DEPENSES	MONTANT 1999
	Installations - Agencements - Aménagements (détail des opérations pour celles dont le coût est supérieur à 0,5 MF) Matériel - Outillage - Mobilier Matériel Informatique	

PLAN ANNUEL D'INVESTISSEMENT

I - OPERATIONS NE DONNANT PAS LIEU A OUVERTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Nature des dépenses	Montant des crédits de paiement/rubrique
- Installations - agencements aménagement < 300 000 F - Matériel outillage - mobilier - Matériel informatique < 60 000 F	

II - OPERATIONS DONNANT LIEU A OUVERTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME

A - Opérations autorisées (art. R. 262-7 du Code de la Sécurité Sociale)

1) Aménagements - réfections - constructions ≥ 300 000 F et ≤ 1 500 000 F

11 - Opérations en cours d'exécution

Etablissement Nature	Date autorisation tutelle	Chantier		Autorisation de programme		A.P. complémentaire exercice n+1 Montant	C.P. au titre des exercices antérieurs. Montant	Crédits de paiement Exercice n+1 Montant
		Date ouverture	Durée	Date ouverture - A.P. principale	Montant			

22 - Opérations à lancer

Etablissement Nature	Date autorisation tutelle	Chantier		Autorisation de programme		A.P. complémentaire exercice n+1 Montant	C.P. au titre des exercices antérieurs. Montant	Crédits de paiement Exercice n+1 Montant
		Date ouverture	Durée	Date ouverture - A.P. principale	Montant			

B - Opérations susceptibles d'être autorisées en n+1 au titre de l'article R. 262-7, compte tenu de l'état d'avancement de l'instruction des dossiers

1) Aménagements - réfections - constructions $\geq 300\ 000$ F et $\leq 1\ 500\ 000$ F

Etablissement - Nature	Chantier		Montant autorisation de programme	Montant crédits de paiement exercice n+1
	Date ouverture	Durée		

2) Aménagements - réfections - constructions > 1 500 000 F

Etablissement - Nature	Chantier		Montant autorisation de programme	Montant crédits de paiement exercice n+1
	Date ouverture	Durée		

C - Opérations d'équipement

1) Equipement nouveau en matériel et mobilier engagé sur plusieurs exercices

11 - Opérations en cours

Etablissement - Nature	Autorisation de programme		Autorisation de programme complémentaire Exercice n+1 Montant	Crédits de paiement au titre des exercices antérieurs Montant	Crédits de paiement Exercice n+1 Montant
	Date ouverture d'autorisation de programme	Montant			

12 - Opération nouvelle

Etablissement - Nature	Montant de l'autorisation de programme	Montant des crédits de paiement exercice n+1

2) Equipement en matériel informatique > 60 000 F

21 - Opérations en cours

Etablissement - Nature	Inscription PEI	Autorisation de programme		Autorisation de programme complémentaire exercice n+1 Montant	Crédits de paiement au titre des exercices antérieurs. Montant	Crédits de paiement exercice n+1. Montant
		Date ouverture	Montant			

22 - Opérations nouvelles

Etablissement - Nature	Inscription PEI	Montant de l'autorisation de programme	Montant des crédits de paiement exercice n+1